

Intégration des Outils et Méthodologies de Règlement
tarifaire des Mini-réseaux dans l'ensemble des
Organismes de réglementation africains.

Point sur l'état d'avancement des travaux au Comité de
pilotage du projet

26 AOUT 2021

PAR AFRICA ENERGY SERVICES GROUP (AESG)

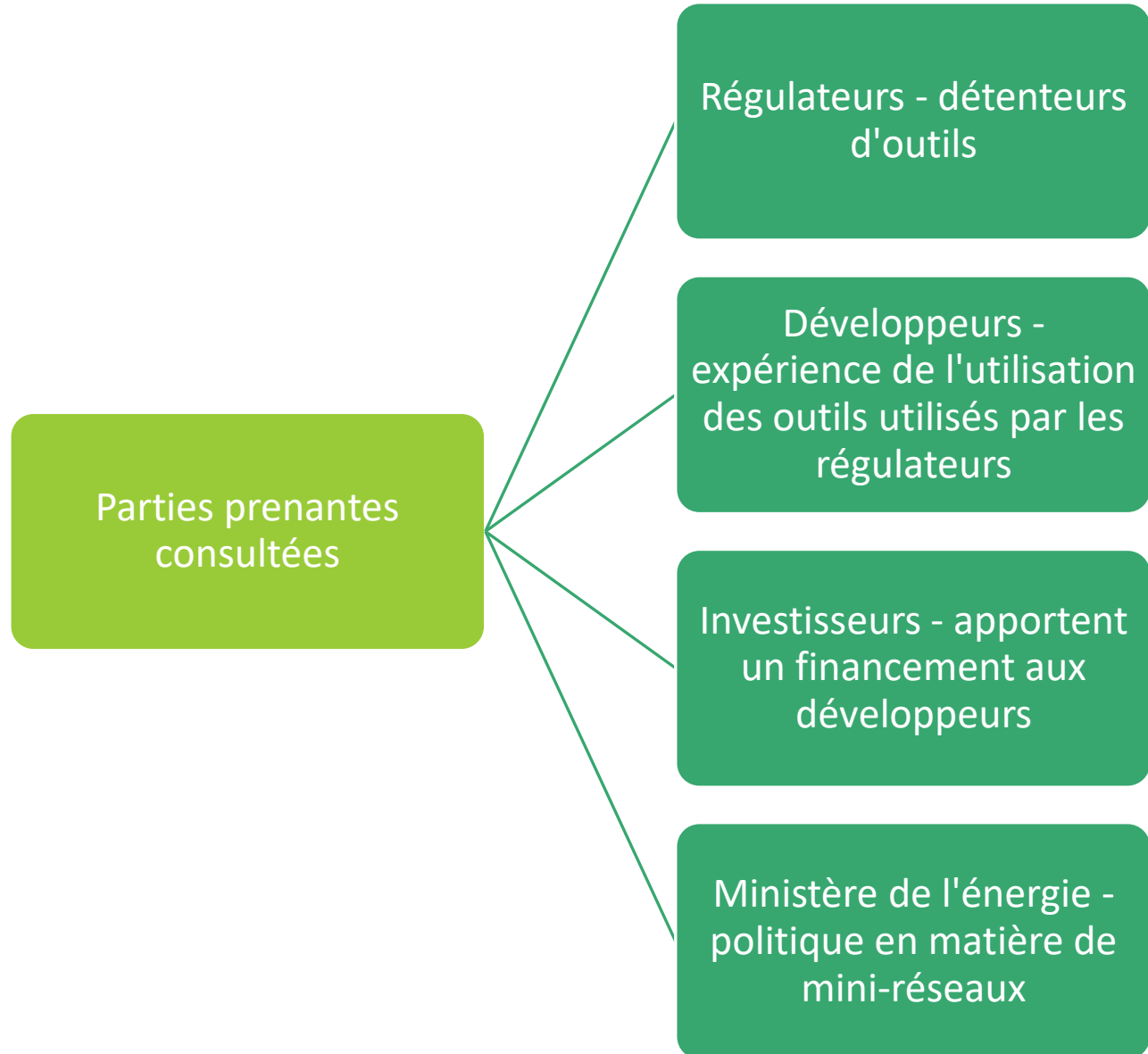
Plan de la présentation

1. Introduction

3. Rapport sur les consultations avec les parties prenantes

3. Étapes suivantes Steps

Introduction



Consultations avec les développeurs

Les développeurs ont été interrogés en juillet et août 2021 afin de faire connaître leurs points de vue sur les points suivants

- Pays où les opérations ont lieu et facteurs influençant le choix des pays
- Expérience et enseignements tirés de l'utilisation des outils tarifaires du régulateur
- Recommandations pour un outil tarifaire normalisé

Pays d'opérations du développeur et facteurs pris en compte pour opérer dans un pays donné

Pays	Facteurs pris en compte pour pénétrer dans un pays
<ul style="list-style-type: none">• Tanzanie• Kenya• Ouganda• Zambie• Nigeria• Sierra Leone• Benin, et• Cameroun	<ul style="list-style-type: none">• l'existence d'un cadre réglementaire pour les mini-réseaux• le statut de l'électrification, le gouvernement étant prêt à utiliser le mini-réseau comme moteur de l'électrification rurale• la taille du marché• la disponibilité d'un soutien financier• Environnement politique/facilité à faire des affaires

Expériences et enseignements tirés

Il est reconnu que de nombreux progrès ont été réalisés en matière de fixation des tarifs

Mais il reste encore des problèmes à résoudre

Les préoccupations des développeurs concernant les cadres actuels de règlement tarifaire varient d'un pays à l'autre

Expériences et enseignements tirés

Les marchés veulent des tarifs plus bas, mais ces tarifs plus bas ne reflètent pas les coûts, et la pression pour un tarif plus bas n'est pas accompagnée de subventions. La charge des subventions est laissée à la charge du développeur.

Les gouvernements sont plus intéressés par les niveaux des tarifs que par l'outil tarifaire en soi. Il est donc important d'obtenir l'adhésion des gouvernements.

Même lorsqu'un outil fonctionne parfaitement, une grande différence entre le tarif du service public national et le tarif reflétant les coûts du mini-réseau n'est pas supportable à long terme en raison de la pression politique exercée en faveur de l'alignement de ce tarif sur le réseau.

Enseignements tirés de l'utilisation des outils tarifaires

Les outils sont complexes pour certains utilisateurs

les outils nécessitent beaucoup de détails pour parvenir à la production du tarif

les outils ne révèlent pas toutes les variables qui sont fixées.

il y a beaucoup d'apprentissage à faire par rapport aux différences entre les projets et aux coûts de référence

les régulateurs doivent disposer de capacités adéquates pour utiliser l'outil

l'absence d'ajustements pour les facteurs incontrôlables tels que le change et l'inflation

les régulateurs prennent plus de temps que prévu dans les règlements pour traiter les tarifs

Propositions relatives à un outil normalisé

Équilibre entre le niveau de détail demandé par les régulateurs dans l'outil tarifaire et les grandes catégories préférées des développeurs

Les outils doivent divulguer les données qui sont fixes

Les régulateurs devraient élaborer des critères de référence pour les coûts, tout en reconnaissant que chaque projet est différent.

L'outil doit permettre l'application du tarif de portefeuille

Cycle de contrôle des tarifs d'au moins 5 ans avec une option pour les tarifs du cycle de vie

Prévoir des ajustements annuels automatiques des taux de change, de l'indexation de l'inflation et de l'ajustement du coût du carburant

Fournir une formation sur l'utilisation de l'outil tarifaire

L'outil doit donner aux développeurs la possibilité de structurer eux-mêmes leurs tarifs

Propositions relatives à un outil normalisé

Outil tarifaire pour montrer l'écart entre le tarif reflétant les coûts, un tarif national normalisé pour les mini-réseaux (tarif en milieu rurale) et la subvention requise - subvention financée par les donateurs et les gouvernements

Clarifier le mode de calcul de la compensation à l'arrivée du réseau national

Permettre des conceptions modulaires pour atténuer le risque de surdimensionnement

La certitude et la stabilité des politiques sont nécessaires lorsque les investisseurs prennent des engagements sur la base des cadres existants

Consultations des investisseurs

- Les investisseurs interrogés en juillet et août 2021 ont donné leur point de vue sur :
 - Les investissements dans les mini-réseaux
 - Pourquoi les outils de règlement tarifaire des mini-réseaux sont d'intérêt pour les investisseurs
 - Préoccupations concernant les cadres de règlement tarifaire actuels dans les pays concernés
 - Propositions relatives aux règlements tarifaires

Investissements dans les mini-réseaux

- Certains investisseurs se basent sur le cadre réglementaire (par exemple, la stratégie énergétique/les plans directeurs) avant de décider d'investir, même s'il n'est pas parfait, tant qu'il montre la bonne volonté du gouvernement à faire fonctionner le secteur des mini-réseaux.

Pays	Types de financement
<ul style="list-style-type: none">• Kenya, Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Nigeria, Bénin, Madagascar, Lesotho, Rwanda, Ouganda, Zambie, Rwanda, Éthiopie et Ghana	<ul style="list-style-type: none">• Capitaux propres• Financement de projets/Dette• Financement basé sur les résultats

Importance des outils de règlement tarifaire

Le plus grand défi en matière de mise en valeur réside dans le tarif. L'outil donne confiance aux investisseurs et aux développeurs et offre une visibilité sur le tarif.

Les développeurs ont besoin de tarifs pour obtenir des financements et les investisseurs tiendront compte des flux de trésorerie provenant de ces tarifs au moment de prendre leurs décisions d'investissement.

Les outils tarifaires sont indispensables à l'accélération des processus d'approbation des tarifs.

Défis posés par les cadres de règlement tarifaire actuels

Le défi pour les donateurs réside dans le fait que les projets sont trop lents et n'absorbent pas les subventions disponibles.

Les gouvernements ne suivent pas toujours ces outils parce qu'ils veulent faire baisser le tarif - le gouvernement passe outre le cadre réglementaire existant des mini-réseaux.

Les outils sont distincts des Règlements, même s'il peut être écrit dans les Règlements que des outils tarifaires seront développés.

Le processus d'approbation réglementaire est très lent et long.

Les régulateurs font de leur mieux compte tenu du fait qu'il s'agit d'un nouveau marché, mais la capacité des régulateurs est limitée.

Propositions

Les outils tarifaires doivent être associés à des cadres réglementaires solides.

L'outil doit être simplifié et offrir des périodes de contrôle tarifaire plus longues au lieu d'un an.

Les tarifs doivent refléter les coûts. Si un tarif reflétant les coûts n'est pas possible, le tarif doit être accompagné d'une subvention

Envisagez d'avoir des tarifs ruraux normalisés pour les mini-réseaux au lieu de différents tarifs individualisés et, à partir de ce tarif en milieu rural, calculez la subvention requise pour chaque village/projet.

Propositions

Les tarifs doivent tenir compte de l'élasticité de la demande par rapport au prix - les ménages ont un budget spécifique à consacrer à l'énergie, donc si le prix est bas, ils augmentent leur consommation, mais dans les limites de ce budget spécifique

La consommation est également saisonnière - les développeurs doivent concevoir les tarifs en tenant compte de la saisonnalité.

L'initiative d'AFUR devrait proposer des lignes directrices régionales pour accélérer le processus d'approbation des tarifs

Si le gouvernement souhaite modifier un cadre réglementaire, il doit y avoir une manière formelle de le faire, afin d'assurer la sécurité.

Propositions

Le coût du financement varie d'un projet à l'autre et d'un bailleur de fonds à l'autre. Cette variation doit être reconnue par les régulateurs

La dette commerciale n'est pas accessible, de sorte que la structure de capital objectif utilisée par les régulateurs n'est pas réalisable dans la pratique.

Les tarifs doivent être politiquement acceptables (les tarifs reflétant les coûts sont trop élevés) et financièrement viables (les subventions doivent être raisonnables).

Consultations du ministère de l'énergie

- Le ministère de l'énergie a été interrogé en juillet et août 2021 afin de présenter ses points de vue sur :
 - Cadre de politique en matière d'électrification sur le rôle des mini-réseaux hors réseau dans la stratégie d'électrification du pays
 - Attribution des territoires de service et octroi de licences
 - Fixation des tarifs des mini-réseaux, outils tarifaires et tarifs reflétant les coûts

Politiques et plans d'électrification

Zimbabwe - Le plan directeur de l'électrification rurale délimite les zones rurales à électrifier au moyen de mini-réseaux. Le fonds d'électrification rurale (REF) a réalisé une étude de faisabilité économique pour les principaux sites que les investisseurs peuvent utiliser pour choisir un site

Rwanda - La stratégie nationale d'électrification vise à garantir un accès universel à 100 % d'ici 2024 grâce au réseau, aux micro-réseaux, aux mini-réseaux et aux systèmes solaires domestiques. Il existe des zones délimitées pour les mini-réseaux

Ouganda - Le plan directeur de l'électrification rurale identifie les zones à électrifier au moyen de systèmes hors réseau

Attribution de territoires de service et octroi de licences

- Zimbabwe - les investisseurs choisissent un site parmi ceux identifiés par le REF. Le Fonds d'électrification rurale signe un protocole d'accord avec le développeur de réseau privé au nom du gouvernement du Zimbabwe (pour la durée de vie de la centrale).
- Rwanda - La directive sur les mini-réseaux prévoit des projets sollicités et non sollicités - les projets sollicités/appel d'offres concernent les sites de mini-réseaux dont les études de faisabilité ont été réalisées par le ministère. Pour les projets non sollicités, les sites doivent être situés dans des zones délimitées à l'échelle nationale.
- Ouganda - le gouvernement regroupe les projets et les soumet à un appel d'offres. Le secteur privé soumet ses offres qui sont ensuite sélectionnées en fonction de la technologie et du prix le plus bas.

Tarifs des mini-réseaux

- Zimbabwe –
 - Il existe un régulateur indépendant (ZERA) qui est responsable de la réglementation des tarifs hors réseau
 - La réglementation est légère. Le tarif est convenu entre le développeur et la communauté et le gouvernement/régulateur n'interfère pas.
 - Aucune interférence du gouvernement concernant les tarifs. Le gouvernement peut subventionner la baisse des tarifs, mais si le gouvernement n'a rien investi, il ne demandera pas de baisse des tarifs.

Tarifs des mini-réseaux

- Rwanda –
 - Le régulateur indépendant (RURA) réglemente les tarifs, et le gouvernement n'intervient pas.
 - Les opérateurs pratiquent des tarifs reflétant les coûts, mais les utilisateurs finaux se plaignent du coût de ces tarifs.
 - Le tarif est 4 fois plus élevé que celui du réseau, ce qui augmente la probabilité d'une concurrence avec le réseau.

Tarifs des mini-reseaux

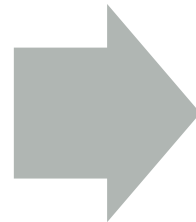
- Ouganda –
 - Le régulateur (ERA) est responsable de la réglementation des tarifs hors réseau.
 - Le régulateur octroie la licence et plafonne le tarif pour couvrir les dépenses de production, d'exploitation et de maintenance.
 - Les plafonds sont connus des soumissionnaires avant qu'ils ne fassent leur offre. Les soumissionnaires proposent leurs propres tarifs dans l'offre, dans les limites du plafond.
 - Les consommateurs veulent toujours des tarifs plus bas. Mais la position du gouvernement est de dire qu'il est préférable pour les consommateurs d'avoir des tarifs plus élevés que de ne pas avoir d'électricité du tout.
 - La faible utilisation de l'électricité par les consommateurs du Mini-réseau au cours des premières années du Mini-réseau réduit les recettes et exerce une pression pour que les tarifs soient augmentés.

Soutien du gouvernement aux outils tarifaires

- Zimbabwe - L'outil tarifaire présente un intérêt. Le gouvernement veut voir un tarif que les populations peuvent se permettre de payer.
- Rwanda - L'outil permettra de comparer les coûts par génération de technologie.
- Ouganda - les investissements dans le secteur de l'énergie ayant une forte intensité de capital , les gouvernements ne peuvent pas s'en charger seuls et doivent encourager la participation du secteur privé au moyen de cadres politiques transparents pour les mini-réseaux.

Prochaines étapes

Rapport de base
d'ici la fin du T2
pour un atelier au
trimestre suivant



Recommandations
sur la structuration
de haut niveau de
l'outil



FIN



MERCI

QUESTIONS ET RÉPONSES